



Union Départementale CGT de l'Isère

Grenoble, le 26 avril 2018

Monsieur Patrick Levy,
Président de l'Université
Grenoble Alpes

Université Grenoble Alpes
621 avenue Centrale
38400 Saint-Martin-d'Hères

Objet : Lettre ouverte contre l'intervention policière dans l'enceinte de l'université

Monsieur

Lundi 23 avril 2018, un pas supplémentaire a été franchi à l'Université Grenoble Alpes dans la dérive autoritaire et les répressions de mouvements sociaux. A l'image de l'actualité dans le pays ces dernières semaines c'est une curieuse façon de célébrer l'anniversaire de mai 68.

Déjà le 22 Mars, lors du rassemblement d'organisations venues protester contre la participation de certains intervenants au colloque sur Frontex, à votre demande, une intervention policière violente a eu lieu pour évacuer les opposants, avec plusieurs blessé.e.s à la clef.

Ce lundi, vous avez donc à nouveau fait appel aux forces de l'ordre pour évacuer manu militari le bâtiment du département licence sciences et technologies ainsi que le bâtiment Stendhal, bloqués par les étudiants en lutte contre la loi Vidal « Orientation et Réussite Étudiante », pour la défense du service public universitaire.

L'intervention au DLST a été violente, avec gazs et matraques, et des étudiant.es ont été blessé.e.s. De plus, **des personnels de l'UGA dans l'exercice de leurs mandats syndicaux** étaient également présents sur place et ont pu constater le degré de violence porté à l'encontre de ces jeunes, tout en étant également les victimes de coups de matraques des CRS.

Votre choix de faire pénétrer les forces de police sur le campus, dans le seul but d'empêcher la contestation sociale des étudiant.es et des personnels, est inacceptable. Il est par ailleurs totalement contraire à l'éthique universitaire, à la culture du débat et à l'analyse critique.

L'esprit et l'usage des franchises universitaires, en particulier depuis mai 68, c'est que la force publique ne peut intervenir sur les campus que sur réquisition du président ou en cas de force majeure. Les interventions policières, la répression de la contestation, la violence physique, n'ont pas leur place dans une enceinte universitaire.

De tous temps, les blocages et les occupations d'amphis, de bâtiments ont été au cœur des mouvements étudiants les plus marquants. A Grenoble, les dernières AG ont rassemblé près de 1000 étudiant.e et s'inscrivent dans un mouvement national d'ampleur, touchant de très nombreux établissements.

La CGT Isère condamne, avec la plus grande fermeté, les intimidations, les violences physiques que les étudiant.es et les personnels mobilisé.es ont eu.es à subir en défendant légitimement leurs idées, leurs revendications, leur avenir.

La CGT Isère reste solidaire de celles et ceux qui défendent au quotidien une université de qualité, publique et gratuite, pour tou.tes, c'est aussi pourquoi nous vous demandons une certaine réserve en cessant d'entraver par la violence et l'intimidation les actions de grèves et de manifestations qui sont, je vous le rappelle, décidés démocratiquement.

Nous espérons que vous saurez apprécier ce courrier à sa juste valeur, dans l'attente nous vous informons que nous resterons attentifs à la situation sur le campus.

Recevez nos cordialement salutations

Nicolas BENOIT
Secrétaire General

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas Benoit', with a long horizontal flourish extending to the right.